



Martine DUPUY
professeur des écoles retraitée

Stéphane PERNICE
professeur d'Histoire-Géographie

**PARTI
OUVRIER**
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

Marseille comité Nord
poidcomitenord@gmail.com

NOUS SOMMES PRÉSENTÉS PAR NOTRE PARTI, LE POID, POUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2017
La population et la jeunesse subissent depuis des années une offensive de destruction des emplois, des services publics, des droits et acquis de la classe ouvrière.

C'est le résultat de la politique d'austérité des gouvernements successifs soumis aux ordres de l'Union européenne, des patrons et des actionnaires.

“ L'assistance publique de Marseille sommée de réaliser 50 millions d'euros d'économies ! Comment empêcher la mise à mort de l'hôpital public ? Par l'unité ouvrière !

La situation actuelle de l'AP-HM (Assistance publique-Hôpitaux de Marseille) est la conséquence des mesures successives d'économies sur la Sécurité sociale, de la loi santé (loi Touraine) et des GHT (Groupement hospitalier de Territoire) et du « projet régional de santé » en préparation, exigé par le gouvernement. Sur l'AP-HM, malgré la mobilisation des personnels avec leurs syndicats FO et CGT, **223 postes ont été supprimés entre 2015 et 2017 et 110 sont prévus cette année.**

Depuis 2013, l'hôpital Nord perd des services : le dentaire qui était pourtant toujours plein, l'ORL, l'endocrinologie, les maladies infectieuses et tropicales. Les services de pédiatrie vont être divisés par deux et la restructuration des services de gynécologie-obstétrique fait craindre la perte du niveau 3 de la maternité (service de réanimation néonatale, suivi des grossesses à risque pour l'enfant). Alors que les quartiers Nord manquent cruellement de médecins, de pédiatres, d'infirmières libérales...

Il faut que les plans de destruction cessent ! La population a besoin d'être soignée !

200 agents de l'AP-HM rassemblés dans le hall de l'Hôpital Nord, le 28 février pour défendre leur hôpital : « Les fermetures de lits ou de services et les restructurations dégradent les conditions de travail. Le manque de personnel et de matériel et l'accroissement des tâches ne nous permettent plus de nous occuper des patients correctement. De plus en plus de collègues sont en burn out ».

Une habitante de la cité des Aygaldes obligée d'aller dans une clinique privée : « J'ai signé la pétition pour sauver l'hôpital Nord. J'ai été hospitalisée pour une maladie grave, on s'y sent bien même si on est malade. Si on envoie des médecins ailleurs, il faudra encore plus de temps pour obtenir un RDV. Récemment, j'ai eu besoin d'une perfusion urgente, j'ai dû aller dans une clinique privée parce qu'il y avait trop d'attente à Nord, alors que c'est à côté de chez moi et j'ai payé certaines prestations ».

Il faut rendre la parole au peuple !

Il faut une Assemblée constituante souveraine, composée de délégués du peuple élus à la proportionnelle intégrale sur la base de leur programme politique, mandatés, contrôlables et révocables et qui imposera un gouvernement ouvrier !

De tels délégués ne permettraient jamais que l'hôpital public soit ainsi saccagé !

Ils annuleraient la dette, rétabliraient la Sécurité sociale de 1945. Ils rouvriraient tous les lits, les services, les maternités et les hôpitaux fermés rendant ainsi aux hôpitaux les moyens de soigner la population.

Ils abrogeraient la loi santé qui veut amplifier encore le processus de groupement-fermetures d'établissements.

Maintenant tout de suite nous en appelons à tous les partis, à tous les candidats aux législatives qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie. Ensemble exigeons :

- › L'annulation de la dette de l'AP-HM et le retrait du « plan régional de santé ».
- › La création des postes et des lits nécessaires tels que chiffrés par les syndicats.
- › Le rétablissement de tous les services dans chacun des hôpitaux de la ville.

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République**, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine** de délégués élus à la proportionnelle intégrale sur leur programme politique, mandatés et révocables. Cette Assemblée constituante souveraine établira une authentique République démocratique.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron** d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance** des organisations syndicales.

» **À la politique de guerre**, d'ingérence et d'interventions militaires – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

**PARTI
OUVRIER**
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam - 75020 Paris
poidemocratique@orange.fr